

## **CENTRE DE CORRECTION DE BLANQUEFORT LE 24 JUIN 2019**

### **UNE ACTION INTERSYNDICALE FORTE ET DES MILITANT·ES DETERMINE·ES**

A l'appel d'une très large intersyndicale inédite, plusieurs manifestant·es de la région Nouvelle-Aquitaine et Occitanie se sont rassemblé·es devant le lycée agricole de Blanquefort le 24 juin à l'ouverture de la session de correction du BAC PRO.

Même si l'administration avait déployé tous les moyens pour sécuriser les lieux : portails fermés à clé, serrure changées dans le week-end, gendarmes nombreux, la présence des forces militantes a contraint celle-ci à déplacer la salle d'accueil dans un autre bâtiment, de l'autre côté du rond point, à faire déplacer « en douce » les copies d'harmonisation à corriger, à trouver d'autres salles pour réunir tous les jurys...

En fin de matinée, les organisations négocient le passage au self des correcteurs·trices à la seule condition qu'une délégation des OS puisse aller discuter avec les collègues dans l'amphi. Après une présentation des raisons de la colère et un exposé des attentes en terme de négociations, les correcteurs·trices ont largement manifesté leur soutien.

Alors que les travaux de correction débutent dans le bâtiment initialement prévu, des négociations sont engagées par téléphone avec la directrice de cabinet du Ministre. Celles-ci n'avançant pas, les organisations syndicales décident d'utiliser tous les moyens pour rentrer dans l'enceinte et s'approcher d'une salle de copies.

Des militant·es déterminées envahissent le couloir qui mène aux copies, sans jamais pénétrer dans la salle.

Très vite les forces de l'ordre arrivent et nous menacent de garde à vue si l'on ne quitte pas les lieux !

A cette annonce, des correcteurs·trices solidaires quittent leur salle et rejoignent les militant·es pour les soutenir et éviter leur garde à vue.

Alors que le secrétaire général adjoint du SNETAP-FSU, est toujours en communication avec le cabinet du Ministre, alors qu'aucune date précise de rencontre n'est annoncée, les militant·es décident de rester.

Elles et ils seront évacué·es par les forces de l'ordre, suivies d'un groupe de correcteurs·trices qui applaudissent et témoignent à nouveau leur solidarité.

Une fois expulsé·es, les OS décident de faire une AG. Elles seront rejointes par des correcteurs·trices qui souhaitent discuter des modalités d'action pour les jours suivants.

Le SNETAP-FSU retiendra de cette journée les nombreux drapeaux de l'intersyndicale qui flottaient sur le portail du lycée mais déplorera l'absence de FO avec nous. Les représentants syndicaux ayant préféré les corrections à l'action.